



HAL
open science

Localisation des activités et mobilité

Anne Aguilera-Belanger, Danièle Bloy, Marie-Andrée Buisson, Jean-Michel Cusset, Dominique Mignot

► **To cite this version:**

Anne Aguilera-Belanger, Danièle Bloy, Marie-Andrée Buisson, Jean-Michel Cusset, Dominique Mignot. Localisation des activités et mobilité. 1999. halshs-00173745

HAL Id: halshs-00173745

<https://shs.hal.science/halshs-00173745>

Submitted on 25 Sep 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ANNEXES

ANNEXES DU CHAPITRE 2

ANNEXE A.2.1 : NOTE METHODOLOGIQUE SUR L'UTILISATION DES DONNEES SIRENE EN 1982, 1990 ET 1996

L'évolution des localisations dans le temps est faite sur la base d'une comparaison des stocks d'établissements par commune aux trois dates de 1982, 1990 et 1996 (premier trimestre 1996). Une note méthodologique est nécessaire afin de préciser les difficultés liées à la comparaison de ces trois fichiers et aux difficultés d'analyses qui en résultent. Elle permettra également d'explicitier les choix effectués pour « permettre » cette comparaison.

Les fichiers SIRENE 82 et 90 diffèrent de celui de 90 sur plusieurs points :

1. Dans les fichiers SIRENE de 1982 et 1990, nombre d'établissements n'ont pas renseigné leur code NAP600, qui est donc à reconstituer, comme nous le verrons plus loin.
2. La nomenclature a changé début 93. Les fichiers 82 et 90 font référence à la NAP600 et le fichier 96 à la NAF700. Il n'y a pas de matrice simple de passage de l'une à l'autre. Les comparaisons se feront donc par grands types d'activités et non à un niveau très fin.
3. Les fichiers 82 et 90 incluent également des activités associatives diverses et variées telles que les associations loi 1901 n'ayant aucune réelle activité économique. Ce qui n'est pas le cas pour le fichier de 1996.

Pour « éliminer » les activités associatives n'ayant pas d'activité économique, on peut :

- soit travailler uniquement pour l'ensemble des activités sur les établissements de 1 salarié et plus. Cela élimine également toutes les professions libérales par exemple, mais peut ne pas être gênant quant il s'agit de déterminer les secteurs ou territoires moteurs.
- soit ne soustraire systématiquement que les activités associatives loi 1901 n'ayant aucun salarié. Ce qui permet un cadrage cohérent sur l'ensemble des activités.

A.2.1.1. Apurement du fichier 82

Certains établissements n'ont pas de code APET (code APE, c'est à dire nomenclature activité produit selon la NAP600 de l'établissement). Dans la plupart des cas il s'agit « d'établissements » dont la raison sociale est un nom de personne et dont l'effectif salarié est nul. Ce sont vraisemblablement des associations ou au pire des artisans commerçants.

La méthode employée pour redresser a été la suivante :

1. Lorsqu'il y a d'autres établissements de la même entreprise ayant un code APET, on a pris le même code APET.
2. Lorsqu'il y a seulement le code APE de l'entreprise (APEN), on a pris ce code comme code APET (code APE de l'établissement).
3. Deux établissements ayant un code APE de 0098 ont été mis en code APET 9998 (divers) et les regroupements NAP15 et NAP40 codés à 98.
4. Lorsque l'établissement ou l'entreprise (mêmes codes siret ou siren) existe en 82 et en 90, on affecte à l'établissement en 82 le code APET de 1990.
5. Pour les plus gros établissements (au sens effectif) et lorsque le nom de l'établissement est signifiant, il est également possible de recoder les activités. Cela a été le cas pour les quatre établissements suivants :

Etablissement	NAF700	NAP600	NAP15	NAP40
Aluminium Alcan France	274C	1301	4	8
Diffus Fabrica Conditionnement	748D	7714	10	33
Soletanche SA	451D	5520	7	24
Verrerie Anrep Villeneuve	261C	1601	4	10

6. Lorsqu'il n'y a aucun renseignement quant à l'activité ni pour l'établissement, ni pour l'entreprise, le code APET correspondant à la NAP600 est codé en 9999, et les regroupements NAP15 et NAP40 sont codés en 98.

Restent ainsi en tout, dans le fichier 1982, 66 établissements dont le code activité n'a pas été reconstitué et donc codés à 98 (divers à regrouper ensuite avec 99). Sur ces 66 établissements 49 n'ont aucun salarié, 10 ont 1 salarié, 6 ont 2 salariés et un seul en a 6.

A.2.1.2. Quelle comparaison possible entre la NAP600 et la NAF700 ?

Pour la comparaison NAP / NAF, nous prendrons les grands types d'activités repérés en dix classes :

Tableau A.2.1 : Correspondance NAP / NAF

AC	Types d'activités	NAP15	NAP40	NAP	NAF17	NAF
1	Agriculture, pêche	01	01	- Agriculture, sylviculture, pêche	A, B	- Agriculture, chasse, sylviculture - Pêche, aquaculture
2	Industries	02 à 06	02 à 23	- Industries agricoles et alimentaires - Energie - Industries des biens intermédiaires - Industries des biens d'équipement - Industries des biens de consommation	C, D, E	- Industries extractives - Industries manufacturières - Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
3	Construction	07	24	- Bâtiment, génie civil et agricole	F	- Construction
4	Commerce, réparations automobile	08 (10)	25 à 28 29	- Commerce - Réparation et commerce de l'automobile	G	- Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques
5	Hôtels et restaurants	(10)	30	- Hôtels, cafés et restaurants	H	- Hôtels et restaurants
6	Transports et communications	09	31 et 32	- Transports et télécommunications	I	- Transports et communications
7	Activités financières et assurances	12 13	36 37	- Services d'assurances - Services des organismes financiers	J	- Activités financières
8	Immobilier, location et services marchands aux entreprises	(10) 11	33 35	- Services marchands aux entreprises - Locations immobilières	K	- Immobilier, locations et services aux entreprises
9	Services aux particuliers, santé, services collectifs	(10)	34	- Services marchands aux particuliers	N, O, P	- Santé et action sociale - Services collectifs, sociaux et personnels - Services domestiques
10	Administration publique et Education, divers services non marchands	14 99 *	38 99 *	- Services non marchands - divers	L, M, Q	- Administration publique - Education - Activités extra-territoriales

* (et pour 1982 quelques établissements codés en 98 divers)

Pour tester la pertinence de ces correspondances, nous avons fait la comparaison sur les établissements communs aux fichiers de 1990 et 1996.

En effet dans les fichiers Sirène, les établissements sont repérés par leur numéro d'identification qui reste identique aux différentes dates 1982, 1990 et 1996 lorsque l'établissement n'a pas changé de localisation.

Nous avons donc sélectionné tous les établissements qui sont présents dans le fichier de 1990 et dans celui de 1996 avec le même numéro d'identification. Cette sélection concerne 51 193 établissements sur les 124 115 existant dans notre périmètre d'étude en 1996. Ces établissements ont ensuite été ventilés à la fois selon la nomenclature NAP de 1990 et selon la nomenclature NAF de 1996.

Le croisement des deux nomenclatures obtenues en 1990 et 1996 pour les établissements qui existent à ces deux dates permet de juger de la pertinence de ces regroupements.

Tableau A.2.2 : Correspondance NAP/NAF pour les établissements existant en 1990 et 1996 ¹

	AC90-1	AC90-2	AC90-3	AC90-4	AC90-5	AC90-6	AC90-7	AC90-8	AC90-9	AC90-10	<i>total</i>	<i>% en ligne *</i>
AC96-1	3345	6	110	14	2	2	0	4	1	0	3484	96 %
AC96-2	23	5496	40	392	10	5	0	173	37	1	6177	89 %
AC96-3	5	75	4950	30	0	3	0	22	16	1	5102	97 %
AC96-4	20	243	31	10919	16	14	1	84	294	0	11622	94 %
AC96-5	3	5	3	34	3024	0	0	15	5	6	3095	98 %
AC96-6	2	45	10	33	5	1472	0	23	8	10	1608	92 %
AC96-7	1	6	2	7	1	1	776	484	1	2	1281	61 %
AC96-8	16	156	38	90	9	32	12	4440	371	132	5296	84 %
AC96-9	0	50	6	17	69	6	1	138	7869	1535	9691	81 %
AC96-10	0	2	0	0	1	0	0	473	12	3349	3837	87 %
<i>total</i>	<i>3415</i>	<i>6084</i>	<i>5190</i>	<i>11536</i>	<i>3137</i>	<i>1535</i>	<i>790</i>	<i>5856</i>	<i>8614</i>	<i>5036</i>	<i>51193</i>	
<i>% en colonne *</i>	<i>98 %</i>	<i>90 %</i>	<i>95 %</i>	<i>95 %</i>	<i>96 %</i>	<i>96 %</i>	<i>98 %</i>	<i>76 %</i>	<i>91 %</i>	<i>67 %</i>		

* Les % en ligne et en colonne reflètent le poids en ligne et en colonne de l'effectif figurant sur la diagonale.

Ce tableau montre que la comparaison des types entre les deux dates est possible et soumise à des erreurs d'appréciations relativement faibles.

Deux faiblesses peuvent cependant être identifiées. La première concerne les activités financières et leur intégration dans les services aux entreprises. La seconde concerne les services marchands aux particuliers et les services non marchands. Dans ces deux cas et selon le degré de précision de l'analyse il pourra être nécessaire de travailler sur le regroupement des types correspondants.

¹ Les activités sont ainsi repérées en dix classes, les variables AC82 et AC90 correspondant aux regroupements à partir des codes NAP 82 et 90, la variable AC96 correspondant aux dix mêmes classes mais déterminées en fonction des regroupements des codes NAF de 1996.

La même comparaison NAP/NAF effectuée sur les établissements de un salarié et plus confirme ce qui a été dit précédemment sur la pertinence de la comparaison. Elle concerne 28 164 établissements sur les 67 720 existant en 1996 dans le périmètre des 45 kilomètres autour de Lyon.

Tableau A.2.3 : Correspondance NAP/NAF pour les établissements existant en 1990 et 1996, dont l'effectif 1996 est supérieur ou égal à 1

	AC90-1	AC90-2	AC90-3	AC90-4	AC90-5	AC90-6	AC90-7	AC90-8	AC90-9	AC90-10	total	% en ligne *
AC96-1	256	1	71	1		1					330	78 %
AC96-2	16	4044	31	296	7	2		99	23	1	4519	89 %
AC96-3	2	52	2906	22		2		18	9	1	3012	96 %
AC96-4	7	209	25	6723	9	10	1	50	85		7119	94 %
AC96-5	1	3	2	28	1844			11	3	5	1897	97 %
AC96-6		30	4	13	4	754		12	7	10	834	90 %
AC96-7		3		1	1	1	648	270	1	2	927	70 %
AC96-8	2	114	18	60	6	22	5	2802	213	38	3280	85 %
AC96-9		16	2	11	59	5		118	3338	1352	4901	68 %
AC96-10		1						271	4	1069	1345	79 %
total	284	4473	3059	7155	1930	797	654	3651	3683	2478	28164	
% en colonne *	90 %	90 %	95 %	94 %	96 %	95 %	99 %	77 %	91 %	43 %		

* Les % en ligne et en colonne reflètent le poids en ligne et en colonne de l'effectif figurant sur la diagonale.

En ce qui concerne les activités financières le risque d'erreur d'appréciation est moindre. Par contre, pour les services marchands aux particuliers et les services non marchands la comparaison est source d'erreur, ce qui doit nous conduire à analyser conjointement ces deux types.

A.2.1.3. La question des associations

Les associations (notamment loi 1901) n'ayant pas d'activité économique ne figurent pas dans le fichier 1996. Elles figurent cependant dans les fichiers 1982 et 1990. Or, il n'y a aucun moyen de les repérer facilement.

Ces associations sont réparties sur tous les secteurs d'activités :

Tableau A.2.4 : Nombre d'associations « loi 1901 » en fonction de l'activité

		1982	1990	1996
1	Agriculture, pêche	88	9	8
2	Industries	78	71	22
3	Construction	10	3	3
4	Commerce, réparations automobile	16	16	2
5	Hôtels et restaurants	598	603	334
6	Transports et communications	10	17	30
7	Activités financières et assurances	19	9	19
8	Immobilier, location et services marchands aux entreprises	493	856	273
9	Services aux particuliers, santé, services collectifs	456	962	3880
10	Administration publique et Education, divers services non marchands	4078	4955	744
		5846	7501	5315

L'existence ou non de salarié peut être interprétée comme un caractère signifiant une activité économique non négligeable de l'association.

On voit ainsi que les associations (y compris loi 1901) qui figurent dans le fichier 1996 ont à l'exception de 4 d'entre elles toutes au moins un salarié, ce qui justifie leur présence dans ce fichier.

Tableau A.2.5 : Nombre d'associations « loi 1901 » en fonction de l'effectif

	1982	1990	1996
0 salarié	3215	3638	4
1 salarié et +	2631	3863	5311
	5846	7501	5315

Pour la suite de l'étude, nous supprimerons donc dans les fichiers 82 et 90 les associations loi 1901 dont l'effectif salarié est nul.

ANNEXE A.2.2 : LES ETABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE ET PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE

Tableau A.2.6 : Répartition des établissements par taille

Taille d'établissement	1982	1990	1996	% en 1982	% en 1996
0 ou inconnu	(61.213)	(70.254)	(60.336)		
1 et 2 salarié	23.965	28.296	30.651	49,0	48,1
3 à 5 salariés	9.945	13.802	14.382	20,3	22,6
6 à 9 salariés	5.661	6.844	7.726	11,6	12,1
10 à 19 salariés	4.104	5.073	5.304	8,4	8,3
20 à 49	3.237	3.446	3.678	6,6	5,8
50 à 99	1.076	1.097	1.128	2,2	1,8
100 à 199	493	489	527	1,0	0,8
200 à 499	282	286	27	0,6	0,4
500 à 999	98	94	72	0,2	0,1
1000 à 1999	26	14	24	0,1	0
Plus de 2000	19	7	8	0	0
Total 1 et plus .	48.906	59.448	63.775	100	100
Total général	110.119	129.702	124.111		

Tableau A.2.7 : Les établissements selon leur taille et par grands secteurs d'activité en 1982

Activités	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	1982
Agriculture et pêche	206	13	12	12	4	1	0	248
Industries	4.447	1.268	1.134	1.128	426	204	212	8.819
Construction	4.575	750	539	351	93	50	37	6.395
Commerces	11.002	1.482	926	635	148	55	25	14.273
Hôtel	2.417	310	162	94	14	7	1	3.005
Transports-communication.	847	196	175	147	46	20	19	1.450
Activ. Fin. Assurance.	415	150	145	89	31	12	14	857
Immobilier + SRE	4.260	847	490	321	126	57	10	6.111
Services aux particuliers	4.062	294	190	187	81	39	41	4.894
Adminis. S Collectifs	1.679	351	330	273	107	48	66	2.854
TOTAL	33.910	5.661	4.104	3.237	1.076	493	425	48.906

Tableau A.2.8 : Les établissements selon leur taille et par grands secteurs d'activité en 1990

Activités	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	1990
Agriculture et pêche	329	20	9	11	1	2	0	372
Industries	5.312	1.475	1.401	1.115	403	192	169	10.067
Construction	5.039	877	551	347	93	27	32	6.966
Commerces	12.446	1.813	1.142	655	143	59	33	16.291
Hôtel	3.114	382	229	150	26	8	1	3.910
Transports-communication.	1.146	257	231	182	54	28	18	1.916
Activ. Fin. Assurance.	533	197	187	98	34	14	21	1.084
Immobilier + SRE	6.880	1.043	767	384	156	73	60	9.363
Services aux particuliers	5.255	379	243	194	95	54	31	6.251
Adminis. S Collectifs	2.044	401	313	310	92	32	36	3.228
TOTAL	42.098	6.844	5.073	3.446	1.097	489	401	59.448

Tableau A.2.9 : Les établissements selon leur taille et par grands secteurs d'activité en 1996

Activités	1 à 5	6 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 et plus	1996
Agriculture et pêche	470	49	38	15	2	3	0	577
Industries	5.144	1.444	1.214	1.029	340	182	152	9.505
Construction	4.913	789	548	297	80	40	21	6.688
Commerces	12.294	1.967	1.117	661	161	53	33	16.286
Hôtel	2.391	516	276	169	38	8	3	4.391
Transports-communication.	1.301	300	246	229	75	51	23	2.225
Activ. Fin. Assurance.	1.341	386	254	121	27	17	11	2.158
Immobilier + SRE	7.509	1.228	825	513	166	72	44	10.357
Services aux particuliers	7.466	800	524	440	166	68	35	9.499
Adminis. S Collectifs	1.213	247	262	204	73	33	57	2.089
TOTAL	45.033	7.726	5.304	3.678	1.128	527	379	63.775

ANNEXE A.2.3 : ELABORATION DES CARTES

Les cartes ont été établies à partir du logiciel de cartographie "Cabral".

Les intervalles de classes ont été élaborés à partir de ce logiciel selon la méthode appelée "Jenks". Cette méthode minimise la variance à l'intérieur de chaque classe et maximise la variance entre les classes. Sur cette base, trois sortes de cartes ont été élaborées avec les aménagements suivants :

Carte sur les effectifs globaux en 1996

Le calcul a été effectué sur 5 ou 7 classes. Ensuite, on a procédé à un traitement particulier du "0". Une classe "0" a été systématiquement créée afin d'effectuer une différence entre les communes qui sont "en blanc" (qui ne comptent aucun établissement sur toute la période) et la tranche 0-1 pour laquelle la couleur très claire indique la présence d'établissements soit en 1982 soit en 1990, mais qui ont disparu en 1996.

Carte différentielle entre 1982 et 1996

On a procédé de même en retenant toujours 7 classes. Ensuite une classe 0 a été créée artificiellement et la répartition positive et négative a été effectuée en fonction du résultat précédent.

Carte différentielle entre 1982-90 et 1990-96

La classe "0" a été gardée. L'intervalle de durée étant approximativement égal à la moitié par rapport à 1982-96, les bornes des classes intermédiaires ont été obtenues en divisant par 2 celles retenues pour 1982-96.

ANNEXES DU CHAPITRE 3

ANNEXE A.3.1 : NOTE METHODOLOGIQUE SUR LA CONSTITUTION DES FICHIERS DE TRAVAIL A PARTIR DES FICHIERS SIRENE

Les différentes analyses ont été effectuées à partir de la base de données de l'INSEE appelée SIRENE

Le fichier SIRENE recense les établissements avec différentes caractéristiques : numéro d'identification, localisation, structure juridique, nombre de salariés, date de création etc...

Pour les analyses, plusieurs champs ont été particulièrement utilisés :

* SIREN - NIC

Chaque établissement est référencé par un numéro SIRET à 14 chiffres qui se décompose en deux éléments :

- un numéro à 9 chiffres - appelé SIREN
- un numéro à 5 chiffres - appelé NIC

Le numéro SIREN est le même pour tous les établissements d'une même entreprise quelle que soit sa localisation en France, on peut donc facilement repérer les établissements appartenant à une même entreprise. Cependant, on ne dispose d'aucun renseignement sur l'appartenance ou non à un groupe. Un groupe possède souvent un ensemble d'entreprises ou des participations dans des entreprises qui ont leur propre identité juridique. Il existe dans la nomenclature d'activité une activité 741J "administration des entreprises" mais elle est indépendante des entreprises qui la composent. Les établissements appartenant à des groupes ne peuvent donc pas être décelés à travers l'analyse des fichiers SIRENE.

Au cours du temps un établissement peut disparaître, il y a alors cessation d'activité, et il n'existe plus dans le fichier SIRENE. Le numéro ne sera pas réaffecté. Un établissement peut subir des transformations, seule l'implantation géographique fait changer de NIC. Ce numéro à cinq chiffres donne sur les quatre derniers chiffres le numéro d'ordre d'ouverture d'un établissement.

* Création

Différents critères ont une incidence sur la date de création qui n'est pas la date réelle de création de l'établissement mais la date à laquelle est intervenu le changement, par exemple changement de statut juridique, rachat, changement d'activité.

* **TEFEN et TEFET** donnent respectivement l'effectif salarié par classe de l'entreprise et ou de l'établissement (TEFET). Ces classes étaient différentes en 82 par rapport à 1990 et 1996. Ces classes ont été facilement transposées car en 1982 elles étaient plus détaillées qu'en 1990 et 1996. Pour les calculs d'emploi, on est parti du centre de la classe, sauf pour la classe 00 pour laquelle on a pris 1, pour la classe 1-2, on a pris deux, et pour la classe 5000 et plus on a pris 5000. Ces calculs sont approximatifs mais ne donnent pas une image trop déformée de la réalité. Lors d'un rapport précédent, on a fait le test sur 1990, car pour cette date on dispose et du fichier SIRENE et du recensement, et les résultats obtenus sans être rigoureusement identiques donnaient de résultats concordants.

* **NBOA**

Ce champ répertorie le nombre d'établissements ordinaires (c'est à dire les établissements où se réalise une activité). Ce champ permet de connaître le nombre d'établissements possédés par l'entreprise sur l'ensemble du territoire.

* **APEN - APET - NAP - NAF**

Ces champs représentent l'activité de l'établissement ou de l'entreprise. La nomenclature des activités a changé en 1993. Le code APE des entreprises et des établissements a été recodifié selon la nouvelle nomenclature d'activités française dérivée de la nomenclature européenne (NACE).

Aussi, dans l'annexe A.2 a-t-on expliqué les regroupements effectués pour permettre les comparaisons. Dans la majorité des cas on utilisera les nomenclatures regroupées en 10 classes qui permettent d'avoir des structures comparables. Autant la comparaison entre 1982 et 1990 est aisée puisque la nomenclature n'a pas changé, autant il faut être prudent sur les changements entre 1990 et 1996, il peut aussi bien s'agir d'un changement effectif d'activité que d'un changement de nomenclature. Ainsi, par exemple on a beaucoup de passage entre le commerce et l'agriculture entre 1990 et 1996, qui ne se produisent pas entre 1982 et 1990. On ne peut dire si cela est dû à un changement d'activité ou à un reclassement différent lié à la nouvelle nomenclature. Le regroupement en 10 classes diminue tout de même beaucoup le biais qui peut exister.

* **CJ**

Ce champ représente la catégorie juridique de l'entreprise. Cette nomenclature est différente en 1982 où les professions libérales, les artisans et les commerçants sont regroupés sous le label unique personnes physiques. Mais la correspondance est aisée.

* **Origine**

Ce champ donne l'origine de l'établissement, c'est à dire si c'est une création, une réinstallation après transfert, un achat... On utilisera ce champ pour les entreprises présentes en 1996 et qui n'avaient pas de correspondants en 1990. Pour repérer les nouvelles implantations, on ne prendra que la "valeur" création.

Lors de la constitution des différents fichiers certaines anomalies sont apparues mais ce sont en réalité soit de mauvaises interprétations des données soit des décalages entre les déclarations des établissements et leur enregistrement par l'INSEE. Ainsi certaines entreprises mono-établissement qui avaient changé de commune n'avaient pas changé de NIC. Cette erreur est due au décalage entre le premier enregistrement qui peut comporter des lacunes et les corrections ultérieures. Il y a également des erreurs sur le nombre d'établissements. On ne peut les percevoir que lorsque le nombre d'établissements recensés dans notre périmètre est supérieur au nombre d'établissements existant dans le fichier.

Ainsi, 64 établissements ont été déclarés avec 1 seul établissement en 90 et 96, alors que dans le périmètre d'étude, ils ont plusieurs établissements en 90 et 1 seul en 96. Le champ NBTOA du fichier SIRENE répertorie le nombre d'unités ordinaires, c'est à dire les établissements où se réalise effectivement une activité alors que, lors de notre dénombrement, on compte tous les "établissements" qui ont le même SIREN. Cette "erreur" est marginale.

Afin de mener à bien l'analyse par entreprises et ensuite par établissements, on a donc créé plusieurs fichiers :

- D'abord sur la base **des entreprises** présentes à deux dates déterminées, on a constitué le fichier de tous les établissements appartenant à ces entreprises à ces deux dates.

On obtient ainsi quatre fichiers qui permettront de faire un recensement précis du nombre d'établissements présents aux deux dates 1982 et 1990 et aux deux dates 1990 et 1996. Chaque établissement a au moins un correspondant avec le même SIREN dans l'autre groupe. Il est alors possible d'analyser l'évolution des entreprises sur chacune des périodes, 1982-1990 d'une part et 1990-1996 d'autre part. Plusieurs cas de figure rencontrés sont schématisés dans le tableau suivant :

Année 1	Année 2
Entreprise mono-établissement	Entreprise mono-établissement
Entreprise mono-établissement	Entreprise pluri-établissement
Entreprise pluri-établissement	Entreprise mono-établissement
Entreprise pluri-établissement	Entreprise pluri-établissement

- Ensuite, pour l'analyse de la délocalisation des établissements, on effectue une analyse à stock constant. Pour cela, on doit faire correspondre à un établissement à la date x, un établissement à la date y. Pour effectuer cette correspondance, on se basera sur la différenciation des entreprises effectuée plus haut.

A partir de cette correspondance on peut mettre en évidence quatre cas de figures :

* Entreprises mono-établissement aux deux dates x et y : on peut facilement faire correspondre deux établissements qui sont également deux entreprises.

* Entreprises mono-établissement à la date x et pluri établissements à la date y.

Dans ce cas, un seul établissement est retenu à la date y. Pour le sélectionner, on a procédé à un premier tri à partir du même numéro SIRET. Pour les entreprises restant sans affectation, le tri a été effectué sur le statut de siège ou de non siège social. Enfin, pour les quelques entreprises mono établissement non affectées, le tri a été manuel.

* Entreprises pluri-établissements à la date x et mono établissement à la date y. La procédure a été la même que dans le cas précédent. Dans ce cas également un seul établissement est retenu.

* Entreprises pluri-établissements à la date x et pluri-établissements à la date y. On a suivi la même procédure que précédemment, c'est à dire premier tri par numéro SIRET identique, puis même statut. Ensuite pour un certain nombre d'établissements, la correspondance entre deux établissements s'est avérée difficile. On a exclu les établissements non affectés.

Dans l'analyse de la localisation des établissements aux différentes dates, on a constaté que les établissements n'ayant aucun salarié représentaient environ la moitié de l'effectif, il a été décidé de ne retenir que les établissements de un salarié et plus. On s'est ainsi intéressé à des établissements qui ont eu à faire un choix de localisation alors que les établissements n'ayant aucun salarié qui sont en majorité des professions libérales ou des artisans, n'ont sans doute pas les mêmes problèmes de localisation.

Dans l'analyse de l'évolution organisationnelle, la démarche est légèrement différente. On a retenu les entreprises qui ont perduré sur une période, aussi pour suivre leur évolution, seules ont été éliminées les entreprises ou les établissements appartenant à des entreprises qui n'ont eu aucun salariés aux deux dates (1982 et 1990 - 1990 et 1996).

Il faut être attentif à ce qu'apporte le fichier SIRENE. On a pu remarquer lors de la constitution des fichiers que certaines entreprises multi-établissements ne possédaient aucun salarié, ce qui est a priori surprenant. Dans le fichier SIRENE, la structure juridique de l'entreprise (artisans, commerçants, profession libérale, SARL, SA, société civile, administration de l'Etat etc...), est une des caractéristiques répertoriée dans le champ appelé CJ, une autre information est le nombre de salarié de l'entreprise (NBOA). Si le statut de l'entreprise est classé dans artisans, commerçants, professions libérales, et s'ils n'ont aucun salarié, il y aura 00 dans ce champ.

Il n'y a pas correspondance entre la notion d'établissement et la notion de local occupé. Le nombre d'établissements est surévalué par rapport au nombre de locaux occupés. Ainsi, un cabinet médical par exemple qui regroupe un médecin, un infirmier libéral sera répertorié deux fois mais à la même adresse avec un effectif salarié égal à 0.

ANNEXES DU CHAPITRE 4

ANNEXE A.4.1 : METHODOLOGIE DE SELECTION DES 206 COMMUNES

Croisement entre les deux typologies :

Variable en ligne : STY typologie selon les structures d'établissements en 14 secteurs

Variable en colonne : N8A typologie selon les structures d'établissements en 8 secteurs

Dans le tableau suivant sont précisés pour chaque type :

- dans la première colonne et dans l'ordre :
 - Nombre de communes
 - Nombre total d'établissements et % total
 - Nombre d'établissements non agricoles ayant un effectif connu de plus de 3 salariés et % total
 - Nombre de « nouveaux établissements » non agricoles, ayant un effectif connu de plus de 3 salariés et % total.
- et dans la deuxième colonne :
 - Structure d'activités du type de communes en fonction du nombre total d'établissements par secteur d'activité.

		N8A1		N8A2		N8A3		N8A4		POID
STY1	PAGR		74.35		70.59					22
	PEXT	21	0.00	1	0.00	0		0		
	PMAN		2.41		5.88					
	PELE		0.00		0.00					
	PCON		4.91		0.00					
	PCOM	416	4.49	5	0.00					
	PHOT		3.45		5.88					
	etab non agri et %	73	1.57	0	0.00					
		0,2%	0.55		0.00					
			1.35		0.00					
	nouv etab non agri	13	2.18	0	5.88					
		0,1%	2.59		5.88					
			0.97		0.00					
		1.18		5.88						
STY2	PAGR		63.28		58.35					32
	PEXT	26	0.29	6	0.00	0		0		
	PMAN		4.40		2.67					
	PELE		0.12		0.00					
	PCON		7.46		13.28					
	PCOM	672	5.94	75	2.54					
	PHOT		4.49		3.38					
	etab non agri et %	117	1.21	13	3.04					
		0,4%	0.42		0.33					
			3.51		2.39					
	nouv etab non agri	13	2.52	3	5.34					
		0,1%	2.38		2.62					
			1.83		2.98					
		2.14		3.07						
STY3	PAGR			26	34.20			9	25.15	35
	PEXT	0			0.00	0		0.00		
	PMAN				7.30			13.30		
	PELE				0.11			0.00		
	PCON				13.82			17.64		
	PCOM			904	8.94		226	9.33		
	PHOT				7.04			5.70		
	etab non agri et %			180	1.44		37	3.01		
				0,5%	1.07			0.25		
					4.20			3.83		
	nouv etab non agri			31	4.23		5	4.72		
				0,4%	3.76			4.60		
					8.96			9.66		
				4.92			2.81			
STY4	PAGR		57.89	26	42.52		7.89	2	18.95	31
	PEXT	1	0.00		0.00	2	0.00	2	0.00	
	PMAN		5.26		2.82		5.69		7.96	
	PELE		0.00		0.00		0.00		0.00	
	PCON		5.26		6.05		15.04		14.42	
	PCOM	8	0.00	293	6.06	65	16.49	39	9.48	
	PHOT		5.26		10.72		14.45		14.31	
	etab non agri et %	1	5.26	46	2.32	12	3.65	3	1.61	
			0.00	0,1%	0.00		0.00		0.00	
			10.53		8.00		20.14		10.99	
	nouv etab non agri	0	5.26	13	7.25	3	3.65	0	4.74	
			5.26	0,1%	4.22		7.30		4.74	
			0.00		4.88		2.63		4.74	
		0.00		5.17		3.06		8.06		

		N8A1		N8A2		N8A3		N8A4		POID
STY5	PAGR	16	56.61	73	41.82	0	13	29.33	102	
	PEXT		0.00		0.12			0.00		
	PMAN		5.38		7.96			7.45		
	PELE	0.00	0.09	0.00						
	nb étab.	353	10.39	2875	11.54	553	16.78			
	PCON		8.81		12.48		17.04			
	PCOM		4.77		5.03		4.61			
	etab non agri et %	59	1.56	623 1,9%	3.73	130	5.09			
	PTRA		0.32		1.06		0.28			
	PACF		2.85		5.06		7.61			
	nouv etab non agri	11	2.24	106 1,2%	2.33	27	2.31			
	PADM		2.39		2.67		2.92			
PEDU	1.40		2.50		3.26					
PSEC	3.28	3.61	3.32	3.32						
STY6	PAGR	0	8	8	8.34	20	20.29	36		
	PEXT				0.00		0.32		0.00	
	PMAN				7.89		12.90		10.63	
	PELE	6.14	5.05	2.95						
	nb étab.	189	11.62	578	15.17	877	18.90			
	PCON		8.86		17.72		14.45			
	PCOM		6.31		5.76		5.44			
	etab non agri et %	45	2.04	152	4.39	206 0,6%	4.02			
	PTRA		0.47		1.52		0.98			
	PACF		6.08		11.22		6.60			
	nouv etab non agri	10	4.54	33	2.16	39 0,5%	2.92			
	PADM		3.10		3.26		3.16			
PEDU	4.91		6.32		5.75					
PSEC	3.05	3.05	5.87	3.91						
STY7	PAGR	0	8	2	3.26	20	16.72	30		
	PEXT				0.00		0.93		0.47	
	PMAN				5.27		6.64		8.96	
	PELE	0.00	0.00	0.15						
	nb étab.	166	22.81	97	24.92	704	27.00			
	PCON		11.03		21.05		11.59			
	PCOM		8.07		4.79		5.36			
	etab non agri et %	34	1.12	18	5.11	137 0,4%	5.65			
	PTRA		0.69		1.09		0.46			
	PACF		3.53		2.01		5.60			
	nouv etab non agri	4	4.04	5	2.01	29 0,3%	3.60			
	PADM		3.46		5.11		3.62			
PEDU	2.23		11.92		4.22					
PSEC	3.58	3.58	11.15	6.60						
STY8	PAGR	0	5	4	9.51	32	15.06	41		
	PEXT				0.00		1.32		0.33	
	PMAN				16.89		13.81		13.99	
	PELE	0.00	0.00	0.62						
	nb étab.	112	6.53	217	17.17	1343	16.97			
	PCON		9.77		8.39		12.60			
	PCOM		12.08		3.86		6.14			
	etab non agri et %	32	4.34	53	8.10	378 1,1%	9.58			
	PTRA		0.00		0.99		0.50			
	PACF		7.91		16.42		7.71			
	nouv etab non agri	5	3.99	8	3.16	101 1,2%	3.99			
	PADM		5.41		5.64		4.51			
PEDU	1.29		6.30		5.14					
PSEC	2.05	2.05	4.00	2.88						

		N8A1	N8A2	N8A3	N8A4	POID				
STY9	PAGR	0	1	28.00	1	15.56	3	14.15	5	
	PEXT		4.00	4.44	3	5.24				
	PMAN		4.00	20.00	9.61					
	PELE		0.00	0.00	2.48					
	nb étab.		PCON	18	16.00	38	11.11	110		16.01
	etab non agri et %		PCOM	20.00	8.89	12.45				
			PHOT	8.00	2.22	5.24				
			PTRA	3	0.00	9	2.22	30		10.78
			PACF	0.00	2.22	0.55				
			PSER	8.00	8.89	7.72				
	nouv etab non agri		PADM	0	4.00	1	2.22	4		3.32
			PEDU	4.00	2.22	5.53				
	PSAN	4.00	4.44	2.77						
	PSEC	0.00	15.56	4.16						
ST10	PAGR	0	8	22.68	136	6.32	46	15.09	190	
	PEXT		0.08	0.11	0.07					
	PMAN		9.06	12.21	11.84					
	PELE		0.00	0.38	0.19					
	nb étab.		PCON	636	13.78	51650	13.44	4761		17.03
	etab non agri et %		PCOM	15.25	23.06	19.44				
			PHOT	8.70	5.97	5.15				
			PTRA	168	3.14	15326	3.99	1266		5.26
			PACF	0,5%	2.04	46,6%	2.03	3,8%		1.16
			PSER	6.56	10.81	8.94				
	nouv etab non agri		PADM	30	2.84	4008	1.47	293		1.69
			PEDU	0,3%	3.08	46,8%	3.44	3,4%		3.08
	PSAN	7.25	9.74	5.55						
	PSEC	5.48	6.93	5.33						
ST11	PAGR	0	0		24	3.31	3	5.82	27	
	PEXT		0.09	0.00						
	PMAN		11.69	15.34						
	PELE		0.21	0.00						
	nb étab.		PCON	9.41	7.37					
	etab non agri et %		PCOM	45287	26.39	1028	26.75			
			PHOT	3.89	3.77					
			PTRA	13286	3.72	479	9.94			
			PACF	40,4%	2.96	2.60				
			PSER	19.55	14.74					
	nouv etab non agri		PADM	3622	0.80	146	1.07			
			PEDU	42,3%	2.98	2.84				
	PSAN	8.56	6.30							
	PSEC	6.43	3.47							
total	PAGR	64	65.16	162	39.38	177	6.11	148	17.71	551
	PEXT	0.12	0.08	0.17	0.26					
	PMAN	4.00	6.99	12.11	11.43					
	PELE	0.05	0.36	0.55	0.66					
	PCON	7.32	11.56	13.19	18.38					
	PCOM	6.09	10.29	22.76	15.27					
	PHOT	4.23	6.84	5.70	5.52					
	PTRA	1.48	2.84	4.06	6.09					
	PACF	0.43	0.82	2.08	0.77					
	PSER	2.75	5.42	12.14	7.60					
	PADM	2.38	3.84	1.49	2.91					
	PEDU	2.50	3.28	3.48	3.62					
PSAN	1.41	4.23	9.26	5.30						
PSEC	2.08	4.06	6.80	4.43						

**ANNEXE A.4.2 : LES MOTEURS DE L'ECONOMIE LYONNAISE ET LE NOMBRE D'EMPLOIS
SALARIES PRIVES AU 01/01/95 ***

NAF	Nom du secteur	Emplois
172G	Tissage des soieries	1122
232Z	Raffinage de pétrole	1289
241E	Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	1474
241G	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2978
244A	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	1266
244 C	Fabrication de médicaments	5372
244D	Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	1830
252A	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	944
252H	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	1865
283B	Chaudronnerie nucléaire	1947
283C	Chaudronnerie-tuyauterie	3671
284B	Découpage, emboutissage	1332
285A	Traitement et revêtement des métaux	1323
285D	Mécanique générale	3843
291D	Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	1746
291F	Fabrication d'articles de robinetterie	1209
292F	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	3394
297A	Fabrication d'appareils électroménagers	1909
312A	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension	2197
312B	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension	1587
331B	Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	1879
341Z	Construction de véhicules automobiles	7136
343Z	Fabrication d'équipements automobiles	2843
502Z	Entretien et réparation de véhicules automobiles	2970
514N	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	1573
515L	Commerce de gros de produits chimiques	1538
516K	Commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers	3781
602M	Transport routier de marchandises interurbains	4480
602P	Location de camions avec conducteur	1082
634A	Messagerie, fret express	2369
722Z	Réalisation de logiciels	3261
731Z	Recherche-développement en sciences physiques et naturelles	2187
853D	Accueil des personnes âgées	2075
	ENSEMBLE	79472

* Source : Note de synthèse, juin 1996, Economie et Humanisme, Grand Lyon D.A.E.I., page 22, selon des sources INSEE-UNEDIC

**ANNEXE A.4.3 : LES SECTEURS INDUSTRIELS RETENUS POUR ANALYSER LE
« DYNAMISME » DES ACTIVITES**

Secteurs « agrégés »	Codes NAF **	Nombre d'étab. *	Récents Nombre	Récents Part ***
Industries extractives	141A, 141C, 142A	40	3	7%
Industries agricoles et alimentaires	151A, 151C, 151E, 151F, 152Z, 153A, 153C, 153E, 153F, , 155A, 155C, 155F, 156A, 156B, 157A, 158A, 158B, 158C, 158D, 158F, 158K, 158M, 158P, 158R, 158T, 158V, 159A, 159B, 159D, 159G, 159S, 159T, 160Z	1670	442	26%
Industrie textile, habillement et cuir	171A, 171K, 171M, 172A, 172G , 172J, 173Z, 174A, 174B, 174C, 175A, 175C, 175G, 176Z, 177A, 177C, 181Z, 182A, 182C, 182D, 182E, 182G, 182J, 183Z, 191Z, 192Z, 193Z	812	234	29%
Fabrication d'articles en bois	201A, 201B, 202Z, 203Z, 204Z, 205A, 205C	142	38	27%
Industrie du papier et du carton	211C, 212A, 212B, 212C, 212E, 212G, 212J, 212L	108	26	24%
Edition, Imprimerie	221A, 221C, 221E, 221G, 221J, 222A, 222C, 222E, 222G, 222J	760	279	37%
Reproduction d'enregistrements	223A, 223C, 223E	7	2	29%
Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	232Z , 233Z	10	3	30%
Fabrication de produits chimiques	241A, 241C, 241E , 241G , 241J, 241L, 242Z, 243Z	80	16	20%
Fabrication de médicaments	244A , 244C , 244D	56	12	21%
Fabrication de produits d'entretien et de parfums	245A, 245C, 246A, 246C, 246E, 246G, 246L, 247Z	74	20	27%
Industrie du caoutchouc et du plastique	251A, 251C, 251E, 252A , 252C, 252E, 252G, 252H	259	68	26%
Fabrication d'articles en verre et céramique	261C, 261E, 261G, 261J, 262A, 262C, 262G, 262J, 262L, 263Z	57	21	37%
Fabrication de produits minéraux non métalliques	264A, 264B, 264C, 265A, 265C, 265E, 266A, 266C, 266E, 266G, , 266L, 267Z, 268A, 268C	176	36	20%
Sidérurgie et métallurgie	271Z, 272C, 273A, 273E, 273G, 274A, 274C, 274D, 274F, 274G, 274K, 275A, 275E, 275G	81	19	23%
Travail des métaux, mécanique	281A, 281C, 282A, 282B, 282D, 283A, 283B , 283C , 284A, 284B , 284C, 285A , 285C, 285D	1291	399	31%
Fabrication d'outillages mécaniques	286C, 286D, 286F, 287A, 287C, 287E, 287G, 287H, 287L, 287N, 287P	217	56	26%
Fabrication de machines et équipements	291A, 291C, 291D , 291F , 291H, 291J, 292A, 292C, 292D, 292F , 292H, 292J, 292K, 293A, 293C, 293D, 294A, 294B, 294C, 294D, 294E, 295A, 295C, 295E, 295G, 295J, 295L, 295M, 295N, 295P, 296A, 296B, 297A , 297C	778	244	31%
Fabrication d'équipements et de composants électriques et électroniques	300A, 300C, 311A, 311B, 311C, 312A , 312B , 313Z, 315A, 315C, 316A, 316C, 316D, 321A, 321B, 322A, 322B, 323Z, 331A, 331B , 332A, 332B, 333Z, 334A, 334B, 335Z	838	278	33%
Industrie automobile	341Z , 342A, 342B, 343Z	117	21	18%
Fabrication d'autres matériels de transport	351C, 351E, , 353B, 354A, 354C, 354E	21	6	29%
Fabrication de meubles	361A, 361C, 361E, 361G, 361J, 361K, 361M	258	71	28%
Industries diverses	362A, 362C, 363Z, 364Z, 365Z, 366A, 366C, 366E	309	93	30%
Récupération	371Z, 372Z	110	32	29%

* Nombre d'établissements de 1 salarié et plus au 31 mars 1996, présents sur les 206 communes retenues en première phase.

** Les codes repérés en gras correspondent aux moteurs repris dans la synthèse Economie et Humanisme - Grand Lyon DAEI de juin 1996

*** Les établissements « récents » sont ceux qui sont inscrits dans SIRENE depuis 1993

**ANNEXE A.4.4 : LES SECTEURS TERTIAIRES RETENUS POUR ANALYSER LE
« DYNAMISME » DES ACTIVITES**

Secteurs « agrégés »	Codes NAF **	Nombre d'étab. *	Récents Nombre	Récents Part ***
Intermédiation monétaire	651A, 651C, 651D, 651 ^E	833	209	25%
Autres intermédiaires financiers	652A, 652C, 652E, 652F	213	97	46%
Assurance	660A, 660E, 660G	291	85	29%
Auxiliaires financiers et d'assurances	671A, 671C, 671E, 672Z	745	294	39%
Activités immobilières pour compte propre	701A, 701B, 701C, 701D, 701F	332	162	49%
Location de biens immobiliers	702A, 702B, 702C	317	81	26%
Administration de biens immobiliers	703A, 703C, 703D, 703E	735	251	34%
Location sans opérateur	711Z, 712A, 713A, 713C, 713E, 713G, 714A, 714B	299	115	38%
Activités informatiques	721Z, 722Z , 723Z, 724Z, 725Z	806	457	57%
Recherche et développement	731Z , 732Z	112	37	33%
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	741A, 741C, 741E, 741G, 741J	2823	1140	40%
Architecture, ingénierie, études techniques	742A, 742B, 742C	1350	523	39%
Inspections techniques automobiles	743A, 743B	146	34	23%
Publicité	744A, 744B	543	274	50%
Travail temporaire, mise à disposition de personnel	745A, 745B	331	135	41%
Enquêtes et sécurité	746Z	113	68	60%
Activités de nettoyage	747Z	506	245	48%
Services divers	748A, 748B, 748D, 748F, 748G, 748J, 748K	1450	487	34%

* Nombre d'établissements de 1 salarié et plus au 31 mars 1996, présents sur les 206 communes retenues en première phase.

** Les codes repérés en gras correspondent aux moteurs repris dans la synthèse Economie et Humanisme - Grand Lyon DAEI de juin 1996

*** Les établissements « récents » sont ceux qui sont inscrits dans SIRENE depuis 1993

ANNEXE A.4.5 : LES COMMUNES ATTRACTIVES POUR LES ACTIVITES MOTRICES

(parmi les 206 communes sélectionnées en première phase, communes ayant plus de 30 établissements « moteurs » de 1 salarié et plus au 31 mars 1996 et parmi ceux-ci plus de 10 « récents »)

Nb d'étab. de 1 salarié et plus par commune	Total	«moteurs»	«moteurs récents»	« moteurs industriels	mot. ind. récents»	«moteurs tertiaires»	mot. tert. récents»
Villeurbanne	3799	838	311	346	83	492	228
Lyon 3	4008	836	380	170	58	666	322
Lyon 7	2877	571	228	150	51	421	177
Lyon 6	2896	529	240	89	36	440	204
Lyon 2	3386	463	169	64	16	399	153
Lyon 9	1503	317	136	80	31	237	105
Lyon 1	1750	247	87	42	15	205	72
Vaulx en Velin	1076	214	75	159	56	55	19
Venissieux	1224	203	79	127	45	76	34
Bron	945	194	90	77	27	117	63
Villefranche sur S.	1435	193	69	89	27	104	42
Lyon 8	1357	168	64	74	17	94	47
Saint Priest	1103	165	74	106	49	59	25
Ecully	555	158	71	21	11	137	60
Lyon 4	1037	158	60	38	12	120	48
Lyon 5	1102	157	53	21	4	136	49
Vienne	1152	152	57	48	17	104	40
Caluire et Cuire	844	146	60	39	9	107	51
Chassieu	544	144	53	116	42	28	11
Decines Charpieu	737	142	54	105	42	37	12
Saint Chamond	872	133	45	90	32	43	13
Bourgoin Jallieu	976	131	49	47	15	84	34
Meyzieu	606	118	45	83	31	35	14
Dardilly	373	100	45	31	15	69	30
Saint Genis Laval	568	89	42	47	18	42	24
Tassin la Demi Lune	514	86	29	14	3	72	26
Oullins	578	70	22	25	5	45	17
Brignais	404	66	28	41	17	25	11
Genas	391	65	19	52	16	13	3
Champagne Mt d'Or	282	62	27	14	5	48	22
Limonest	239	55	26	8	2	47	24
Craponne	292	53	19	21	7	32	12
Rillieux la Pape	514	49	19	24	9	25	10
Charbonnières les B.	162	49	25	10	5	39	20
Givors	511	47	16	30	11	17	5
Rive de Gier	382	46	14	29	10	17	4
Feyzin	206	46	17	35	12	11	5
La Talaudière	246	44	15	27	8	17	7
Francheville	228	44	18	10	3	34	15
Belleville	292	44	12	20	5	24	7
Miribel	227	43	13	28	10	15	3
Sorbiers	160	42	12	32	8	10	4
Grigny	185	42	19	36	17	6	2
Trevoux	209	42	16	25	10	17	6
St Didier Mont d'Or	149	42	20	11	4	31	16
Ste Foy les Lyon	351	42	22	7	2	35	20
Irigny	186	41	11	28	7	13	4
Mions	240	37	11	26	10	11	1
Beynost	150	33	11	21	7	12	4
Chasse sur Rhône	156	33	11	23	5	10	6
L'Horme	137	32	10	24	6	8	4
Arnas	160	31	11	23	4	8	7
Pusignan	134	31	15	25	13	6	2
Limas	96	30	15	6	2	24	13
Chaponost	200	30	12	21	10	9	2

ANNEXES DU CHAPITRE 5

ANNEXE A.5.1 : LA GRILLE D'ENTRETIEN

Présentation des objectifs de l'enquête
<p><i>Résumé de l'objectif de l'étude</i> : la Direction de la Recherche et des Affaires Scientifiques et Techniques du Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, a confié au Laboratoire d'Économie des Transports une recherche intitulée « Localisation des activités et mobilité », qui concerne un périmètre de 45 km autour de l'agglomération lyonnaise. Dans ce cadre, nous avons retenu un certain nombre de communes qui ont connu ces dernières années une création d'activités notable, afin de déterminer les éléments qui ont pu inciter des entreprises à venir se localiser sur ces zones. En effet il est important d'apprécier dans quelle mesure les politiques publiques facilitent ou non l'implantation d'établissement et de tenter d'évaluer les conséquences à terme de ces localisations sur la mobilité des personnes et sur les flux de marchandises.</p> <p>Nous avons sélectionné votre établissement parce qu'il s'est établi sur ce site depuis moins de 5 ans. Nous souhaitons préciser son activité et apprécier l'importance de divers facteurs sur son implantation.</p>

Grille d'entretien sur la localisation
<p>Identification de la personne enquêtée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nom : - Fonction : - Depuis quand ? <p>1/ Questions sur l'activité de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date de création ou de rachat ? - Entreprise ou établissement ? - Quel est votre activité (fabrication, maintenance, réparation, conseil...) ? Depuis quand ? - L'activité de l'entreprise a-t-elle évolué depuis sa création ? Pour quelles raisons ?

- Quels moyens de production utilisez-vous ? Ordinateurs, camions, machines lourdes pour la production, ponts roulants, existence d'un embranchement ferroviaire ?
- A combien estimez-vous le volume de marchandises transportées chaque jour, entrant et sortant de votre entreprise ?

2/ Questions à poser dans le cas où l'établissement a effectué une ou des délocalisations à l'intérieur du périmètre des 45 kilomètres autour de Lyon :

Pour chaque délocalisation, indiquer:

- La date
- L'origine et la destination
- Cette délocalisation correspondait-elle à un choix ou à une contrainte ?
- Quel était le contexte de cette délocalisation ?
 - en termes économiques: cette délocalisation a-t-elle correspondu à une période de récession ou au contraire d'expansion ? Faisait-elle partie d'une stratégie de développement ? (et si oui, quels ont été ses résultats ?)
 - en termes de changement de la nature de l'activité (introduction de nouvelles techniques...)
 - en termes de main-d'oeuvre (licenciement, ou au contraire nouvelles embauches...)
 - en termes d'aire de marché (nouveaux clients...)
- Quel était le type de locaux avant et après ?
- Quel était le statut de l'occupation des locaux avant et après (locataire ou propriétaire ?)
- Pouvez-vous nous donner les deux raisons principales qui ont motivé la délocalisation ?
- Pouvez-vous nous donner les deux raisons principales qui ont motivé le choix de la nouvelle localisation ?

3/ Questions sur votre localisation actuelle :

- Pourquoi êtes-vous venu là ? quels sont les avantages ?
- Date d'implantation sur le site ?
- Quel type de locaux utilisez-vous : surface des bureaux (en m²), des locaux d'activité, du parking ... ? Surface disponible et non utilisée ?
- Ces locaux sont-ils adaptés à vos besoins à l'heure actuelle ? Si non, à quelles conditions le seraient-ils (réaménagement des bâtiments, aménagement de voies, création de parkings, transport en commun, ou autres) ?
- Quel type de localisation : Z.A., Z.I., parc d'activité, parc scientifique (réelle synergie dégagée ou simplement pour l'image de marque...) ?
- Qui gère ces zones ?
- Proximité d'écoles, d'université... ? Impacts ?
- Avant de vous implanter sur ce site avez-vous fait des recherches (via Mairies, Organismes immobiliers...) particulières pour déterminer votre choix ? Quels étaient les critères déterminants pour votre entreprise ?
- Avez-vous bénéficié d'aides à la localisation sur ce site ? Avez-vous cherché à en avoir ? et auprès de quels organismes (Mairie,...) ?
- Etes-vous propriétaire ou locataire ?
- Pouvez-vous nous donner le prix du m² à l'achat (terrain et locaux) ? à la location ?

4/ Questions sur les emplois :

- Combien de personnes travaillent dans votre entreprise ?
- Structure des emplois (part de l'encadrement, d'opérationnels...) ?
- Les employés habitent-ils la commune où est localisée l'entreprise ? Les communes limitrophes ? les communes éloignées ?
- Quelle est la moyenne d'âge des employés ? Quelles est l'ancienneté moyenne ?

5/ Questions concernant votre marché :

- Pouvez-vous indiquer les localisations de vos principaux fournisseurs ?
 - sur la même zone d'activité :
 - à moins de 30 km :
 - en région Rhône-Alpes :
 - au delà :
- Pouvez-vous indiquer les localisations de vos principaux clients ?
 - sur la même zone d'activité :
 - à moins de 30 km :
 - en région Rhône-Alpes :
 - au delà :
- Y a-t-il des entreprises complémentaires/ concurrentes de la votre ? travaillez-vous avec elles et pour quelles opérations ?

6/ Questions concernant votre environnement :

- Votre entreprise est-elle desservie par les transports en commun ?
 - si oui, est-ce important ?
- La proximité des infrastructures rapides était-elle un critère de choix ou plutôt une condition *sine qua non* ?
- Lesquelles sont pour vous importantes ?
- A quel centre urbain vous adressez-vous le plus souvent (poste, opérations bancaires...) ? A quel distance est-il par rapport à votre localisation ?
- Disposez-vous sur place de divers services (poste, restaurants d'entreprise, etc.) ? les utilisez-vous ? selon quelle fréquence ?

Conclusion :

Cherchez-vous à déménager ? si oui, pourquoi et pour où ?

En cas de nouvelle implantation, que recherchez-vous :

- un terrain nu à bâtir, un bâtiment (neuf ou ancien) ?
- dans une Z.I. aménagée, dans un quartier industriel en zone urbaine ou dans une zone rurale ?
- à quelle distance (inférieur ou supérieur à 30 km) ?

A la fin de l'entretien, et à la fin seulement, il est demandé à la personne interrogée de compléter les appréciations suivantes :

Disponibilité du terrain	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Les possibilités d'extension	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Qualité des locaux (neufs)	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Prix du terrain et des locaux à l'achat	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Coût de location	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Taux de taxe professionnelle	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Existence d'aides publiques	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Possibilité de stationnement	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Possibilité de stockage	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Proximité de la clientèle	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Proximité des fournisseurs	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Proximité du lieu de résidence du personnel	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Disponibilité de la main d'oeuvre qualifiée	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Proximité d'un centre urbain	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Desserte par les transports en commun	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Desserte ferrée	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Proximité de l'aéroport	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Proximité des autoroutes	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Localisation dans l'agglomération lyonnaise	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Qualité de l'environnement	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Image du site	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Tissu industriel existant	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Environnement culturel	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Equipements publics	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>
Services aux entreprises (poste, restaurants)	Très important <input type="checkbox"/>	Assez important <input type="checkbox"/>	Peu important <input type="checkbox"/>	Pas important <input type="checkbox"/>

ANNEXE A.5.2 : LA GRILLE DE CODAGE

Grille de codage - page 1

N° d'enquête :**N° SIRET (13 chiffres) :****Code NAF 700 (4 caractères) :****Pôle (Chassieu : 1, Saint-Chamond : 2, Villefranche : 3, Vénissieux : 4, Vaulx-en-Velin : 5, Lyon : 6, Dardilly : 7, Ecully : 8) :****Moteur (1 à 10) :****Enquêteurs (initiales) :****Fonction de l'interviewé (Directeur/gérant : 1 ; Resp. Adm. : 2 ; Autre : 3) :****Nom de l'établissement :****Nom de la Commune :****Code postal :****Adresse :****Date d'installation sur le site : (année 2 caract.) :****Date de création de l'établissement (année 2 caract.) :****Nombre de délocalisation depuis la création :****Entreprise mono ou multi (mono : 1, multi : 2, NSP : 3) :****Si multi, siège en Rhône-Alpes ? (siège en R/A : 1, siège hors R/A : 2, NSP : 3) :****Propriétaire / Locataire (Propriétaire : 1, Locataire société ad hoc: 2, Autre locataire: 3, NSP : 4) :****Si propriétaire, prix d'achat au m²(en francs) :****Si locataire, coût de la location par mois (en Francs) :****Coût de la location au m² par mois (en francs) :****Charges par mois (en francs) :****Superficie, ensemble des locaux des locaux (en m²) :****dont bureaux (en m²) :****dont ateliers, fabrication et stockage (en m²) :****des terrains (en m²) :****Effectif salarié total :****Type de zone (Zone industrielle aménagée : 1 ; parc d'activités : 2 ; tissu urbain : 3 ; tissu périurbain : 4 ; autre ou NSP : 5) :****Ancienneté de la zone (avant 70 : 1 ; 70-90 : 2 ; depuis 90 : 3 ; NSP : 4) :****Ancienneté des locaux (Neufs ou récents « mois de 10 ans » : 1 ; Anciens : 2 ; NSP : 3) :****Etat des locaux (Luxueux : 1 ; Bonne qualité 2 ; Qual. moy : 3 ; Délabré : 4 ; NSP : 5) :**

Grille de codage - page 2

N° d'enquête :

Critères d'appréciation de la localisation actuelle :**(cité et neutre ou indifférent : 1, cité et positif : 2 ; cité et négatif : 3 ; non cité : 4)**

Disponibilité du terrain / des locaux :	.....	Proximité d'un centre urbain :	.....
Possibilités d'extension :	.....	Desserte par les transports en commun :	.....
Qualité des locaux :	.....	Desserte ferroviaire :	.....
Prix du terrain et des locaux à l'achat :	.....	Proximité de l'aéroport :	.....
Coût de location :	.....	Proximité des autoroutes (ou du périphérique) :....	.....
Taux de taxe professionnelle :	.....	Localisation dans l'agglomération lyonnaise :.....	.....
Existence d'aides publiques :	.....	Qualité de l'environnement ou du site :	.....
Possibilité de stationnement :	.....	Image du site :	.....
Possibilité de stockage :	.....	Tissu industriel existant :	.....
Proximité de la clientèle :	.....	Environnement culturel :	.....
Proximité des fournisseurs :	.....	Equipements publics (Ecoles, administrations, Hôpitaux, etc.) :.....	.....
Proximité lieu de résidence personnel :	.....	Services aux entreprises (poste, restaurants) :.....	.....
Disponibilité main d'oeuvre qualifiée :	.....	
Proximité d'une poste :	.....	
Proximité d'une banque :	.....	
Proximité d'un restaurant :	.....	
Proximité d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche :	.....	
Accessibilité :	.....	
Relations avec les fournisseurs, à proximité (en %) :	.....	
reste Rhône-Alpes (en %) :	.....	
hors Rhône-Alpes (en %) :	.....	
Relations avec les clients, à proximité (en %) :	.....	
reste Rhône-Alpes (en %) :	.....	
hors Rhône-Alpes (en %) :	.....	
Flux de camions (<10/sem : 1 ; >10/sem :2 ; >10/jour : 3 ; NSP : 4) :	.....	
Reçoit les clients (Oui : 1, Non : 2, NSP : 3) :	.....	
Raisons principales de la localisation,			
raison 1 :.....			
raison 2 :.....			
raison 3 :.....			
raison 4 :.....			
raison 5 :.....			
Etes vous satisfait de la localisation actuelle (oui : 1 ; non : 2 ; NR : 3) :	.....	
Envisagez vous un déménagement (oui : 1 ; non : 2 ; NR : 3) :	.....	
Raisons principales de déménagement,			
raison 1 :.....			
raison 2 :.....			
raison 3 :.....			

Grille de codage - page 3

N° d'enquête :**Localisation d'origine**

Nom de la commune d'origine:

Code postal: Adresse:.....

Statut d'occupation des locaux (Propriétaire: 1 ; locataire: 2):

Superficie des locaux (en m²):Type de zone (Zone Industrielle aménagée: 1 ;
parc d'activités: 2 ; tissu urbain : 3 ; tissu périurbain : 4; autre: 5 ; NSP: 6)**1ère délocalisation**

Année de la délocalisation:

Nom de la commune de destination:.....

Code postal: Adresse:.....

Distance de délocalisation (<500 m: 1 ; entre 500m et 5km: 2 ; >5 km: 3 ; NSP: 4):

Statut d'occupation des locaux (Propriétaire: 1 ; locataire: 2):

Superficie des locaux (en m²):Type de zone (Zone Industrielle aménagée: 1 ;
parc d'activités: 2 ; tissu urbain : 3 ; tissu périurbain : 4; autre: 5 ; NSP: 6)

Contexte de la délocalisation (Choix: 1 ; contrainte: 2 ; NSP: 3):

Contexte économique de la délocalisation (Expansion: 1; récession: 2 ; à l'identique: 3 ; NSP: 4):.....

Evolution de la nature de l'activité (Oui: 1 ; non: 2; NSP: 3):

Evolution du nombre de salariés (Inchangé: 1 ; augmentation 2 ; régression: 3 ; NSP: 4):

Evolution de l'aire de marché (Oui: 1 ; non: 2 ; NSP: 3):

Raisons principales de la délocalisation, raison 1:.....

raison 2:.....

2ème délocalisation

Année de la délocalisation:

Nom de la commune de destination:

Code postal: Adresse:.....

Distance de délocalisation (<500 m: 1 ; entre 500m et 5km: 2 ; >5 km: 3 ; NSP: 4):

Statut d'occupation des locaux (Propriétaire: 1 ; locataire: 2):

Superficie des locaux (en m²):Type de zone (Zone Industrielle aménagée: 1 ;
parc d'activités: 2 ; tissu urbain : 3 ; tissu périurbain : 4; autre: 5 ; NSP: 6)

Contexte de la délocalisation (Choix: 1 ; contrainte: 2 ; NSP: 3):

Contexte économique de la délocalisation (Expansion: 1; récession: 2 ; à l'identique: 3 ; NSP: 4):.....

Evolution de la nature de l'activité (Oui: 1 ; non: 2; NSP: 3):

Evolution du nombre de salariés (Inchangé: 1 ; augmentation 2 ; régression: 3 ; NSP: 4):

Evolution de l'aire de marché (Oui: 1 ; non: 2 ; NSP: 3):

Raisons principales de la délocalisation, raison 1:.....

raison 2:.....

Grille de codage - page 4

N° d'enquête :

3ème délocalisation

Année de la délocalisation:

Nom de la commune de destination:

Code postal: Adresse:.....

Distance de délocalisation (<500 m: 1 ; entre 500m et 5km: 2 ; >5 km: 3 ; NSP: 4):

Statut d'occupation des locaux (Propriétaire: 1 ; locataire: 2):

Superficie des locaux (en m²):

Type de zone (Zone Industrielle aménagée: 1 ; parc d'activités: 2 ; tissu urbain : 3 ; tissu périurbain : 4; autre: 5 ; NSP: 6)

Contexte de la délocalisation (Choix: 1 ; contrainte: 2 ; NSP: 3):

Contexte économique de la délocalisation (Expansion: 1; récession: 2 ; à l'identique: 3 ; NSP: 4):.....

Evolution de la nature de l'activité (Oui: 1 ; non: 2; NSP: 3):

Evolution du nombre de salariés (Inchangé: 1 ; augmentation 2 ; régression: 3 ; NSP: 4):

Evolution de l'aire de marché (Oui: 1 ; non: 2 ; NSP: 3):

Raisons principales de la délocalisation, raison 1:.....
raison 2:.....

4ème délocalisation

Année de la délocalisation:

Nom de la commune de destination:

Code postal: Adresse:.....

Distance de délocalisation (<500 m: 1 ; entre 500m et 5km: 2 ; >5 km: 3 ; NSP: 4):

Statut d'occupation des locaux (Propriétaire: 1 ; locataire: 2):

Superficie des locaux (en m²):

Type de zone (Zone Industrielle aménagée: 1 ; parc d'activités: 2 ; tissu urbain : 3 ; tissu périurbain : 4; autre: 5 ; NSP: 6)

Contexte de la délocalisation (Choix: 1 ; contrainte: 2 ; NSP: 3):

Contexte économique de la délocalisation (Expansion: 1; récession: 2 ; à l'identique: 3 ; NSP: 4):.....

Evolution de la nature de l'activité (Oui: 1 ; non: 2; NSP: 3):

Evolution du nombre de salariés (Inchangé: 1 ; augmentation 2 ; régression: 3 ; NSP: 4):.....

Evolution de l'aire de marché (Oui: 1 ; non: 2 ; NSP: 3):

Raisons principales de la délocalisation, raison 1:.....
raison 2:.....

ANNEXES DU CHAPITRE 7

ANNEXE A.7.1 : NOMBRE D'ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS AYANT CITE CES RAISONS PARMI LES 3 PREMIERES

	Editions imprimerie	Caoutchouc et Plastique	Travail des métaux, mécanique	Machines et équipements	Matériels électriques électronique	Total
Effectifs	16	6	32	18	21	93
Coût	9	1	13	7	11	41
Proximité axe structurant	6	2	17	9	14	48
Proximité clientèle	5	2	6	5	7	25
Locaux aménagés	3	2	9	3	3	20
Proximité résidence décideur	0	1	8	2	3	14
Tissu industriel ou économique	3	1	8	3	3	18
Avantages logistiques	2	1	8	4	4	19
Possibilité extension locaux	3	1	5	4	2	15
Proximité centre secondaire	2	0	1	2	0	5
Accessibilité	0	1	3	2	1	7
Rachat ou reprise	4	1	5	3	1	14
Cadre de vie	1	0	0	0	0	1
Image ou qualité du site	0	1	1	2	3	7
Proximité TGV	2	0	0	0	0	2
Proximité centre de Lyon	1	0	0	2	1	4
Zone aménagée	4	1	3	0	1	9
Au plus près	0	1	1	2	2	6
Qualité des locaux	0	0	0	0	2	2
Aides publiques	1	0	1	0	1	3
Proximité résidence personnel	0	0	1	1	3	5
Accessibilité aéroport	1	0	0	0	1	2
Localisation non choisie	1	0	1	1	0	3
Restructuration concentration	0	1	0	2	0	3
Main. d'œuvre qualifiée	0	0	3	0	0	3
Desserte par les TC	0	0	1	0	0	1
Proximité enseignement sup.	0	0	1	0	0	1
Divers	0	1	0	0	0	1
Total	48	18	96	54	63	279

**ANNEXE A.7.2 : NOMBRE D'ETABLISSEMENTS DU TERTIAIRE AYANT CITE CES RAISONS
PARMI LES 3 PREMIERES**

	R & D	Ingénierie	Conseils	Informatique	Publicité	Total
<i>Effectifs</i>	<i>4</i>	<i>20</i>	<i>15</i>	<i>17</i>	<i>4</i>	<i>60</i>
Coût	2	11	6	9	1	29
Proximité axe structurant	1	6	8	5	0	20
Proximité clientèle	0	9	4	4	3	20
Locaux aménagés	2	3	2	3	1	11
Proximité résidence décideur	1	5	4	4	1	15
Tissu industriel	0	1	3	2	0	6
Avantages logistique	1	2	0	0	1	4
Possibilité d'extension	1	0	1	1	0	3
Proximité centre secondaire	0	4	4	1	2	11
Accessibilité	1	1	2	3	0	7
Rachat ou reprise	0	0	0	0	0	0
Cadre de vie	0	5	2	4	1	12
Image ou qualité du site	1	2	1	1	0	5
Proximité TGV	1	2	2	4	0	9
Proximité centre de Lyon	0	1	2	3	1	7
Zone aménagée	0	0	0	1	0	1
au plus près						3
Qualité des locaux	0	3	1	2	1	7
Aides publiques	0	0	1	1	0	2
Proximité résidence personnel.	0	0	0	0	0	0
Accessibilité aéroport	0	1	0	1	0	2
Localisation non ch.	1	0	0	0	0	1
Restructuration	0	1	0	0	0	1
Disponibilité main. d'œuvre	0	0	0	0	0	0
Desserte par les TC	0	1	0	0	0	1
Prox. enseignement. supérieur	0	0	0	1	0	1
Divers	0	1	0	0	0	1
Proximité services admin.	0	0	1	0	0	1
Total	12	61	44	51	12	180

ANNEXES DU CHAPITRE 8

Tableau A.8.1. Evolution de la population du pôle de Saint Chamond

Communes	1962	1968	1975	1982	1990	1999*
Saint-Chamond	35 789	37 693	40 250	40 266	38 878	37 340
Sorbiers	2 638	3 648	5 464	6 424	7 101	7 396
La Talaudière	4 309	4 808	5 655	5 577	5 935	6 690
l'Horme	4 324	5 072	5 028	4 858	4 689	4 639
Sous-total	47 060	51 221	56 397	57 125	56 603	56 065
Rive de Gier	16 550	16 855	17 706	15 806	15 623	14 357
TOTAL Pôle	63 610	68 076	74 103	72 931	72 226	70 422

* Résultats provisoires

Tableau A.8.2 : Les emplois en 1990 au lieu de travail du pôle de Saint-Chamond et leur répartition par grands secteurs (source RGP, sondage au ¼)

	Saint-Chamond	Sorbiers	La Talaudière	L'Horme	Rive-de-Gier	Total
Emplois totaux	13 708	2 336	2 572	2 604	3 976	25 196
Répartition en %						
Industrie	42,7	56,8	24,6	72,2	24,9	42,4
Commerce,hotel.	11,7	16,4	15,4	11,0	17,2	13,4
Transports	1,5	3,2	6,2	0,5	2,4	2,2
Finances +SRE	5,9	2,7	8,7	2,9	6,3	5,7
Services Particuliers et collectifs	31,5	12,3	35,9	5,1	40,2	28,8

Tableau A.8.3 : Nombre d'établissements non-agricoles (>1) du pôle de Saint-Chamond

Communes	1982	1990	1996
Saint-Chamond	788	891	872
Sorbiers	102	133	169
La Talaudière	113	175	246
l'Horme	83	108	137
Sous-total	1086	1307	1 424
Rive de Gier	344	358	382
TOTAL Pôle	1430	1665	1 806
<i>dont : industrie(2)</i>	<i>332</i>	<i>383</i>	<i>416</i>
<i>SRE (7+8)</i>	<i>138</i>	<i>194</i>	<i>245</i>

Source : INSEE Fichiers SIRENE

Tableau A.8.4 : Les zones industrielles du pôle de Saint-Chamond

	Surface totale	Surface disponible	prix indicatif au m2 H.T. en 1997 *
Commune de Saint-Chamond			
Le Coin	32	1,5 ha	80
ZAC La Varizelle	19	7 ha	340
Aire du pays du Gier	6	3 ha	250
STELYTEC	32	11	100 à 170
ZA Puits Saint-Jacques		Locaux industriels disponibles	
ZI Pré-Chateau		0	
Clos Marquet	30	Bureaux et ateliers	
Pépinière d'entreprises (CAAI)			
Commune de Rive-de-Gier			
Brunon Valette (Ouest)	3 ha	1,7 ha	à débattre
Combeplaine (Est)	4 ha	2 ha	
Extension souhaitée sur les communes proches	10		

* Les zones d'activités de la Loire, Surfaces disponibles. - Comité d'expansion de la LOIRE Juin 1997.

Tableau A.8.5 : Répartition des établissements enquêtés entre les communes du pôle de Saint-Chamond

	Saint Chamond	La Talaudière	Sorbiers	L'Horme	Rive de Gier	Total
Edition, imprimerie			1		2	3
Plastique, caoutchouc	1					1
Travail des métaux, mécanique	6	1	1	4		12
Fabric. machines, équipements	4	1			1	6
Fabric. composants électriques	2		3			5
Informatique	1			1		2
Activité Jurid. comptables	1	1	1			3
Architecte, ingénierie		2		1		3
Total	15	5	6	6	3	35

Tableau A.8.6 : Répartition des établissements enquêtés par secteur et par effectif salarié pour les pôles secondaires

Effectif	Saint-Chamond		Villefranche	
	Moteurs Industriels	Moteurs tertiaires	Moteurs Industriels	Moteurs tertiaires
1 ou 2 salariés	3	2	3	2
3 à 5 salariés	3	2	3	3
6 à 9	7	3	4	6
10 à 19	6			
20 à 49	5	1	6	6
50 à 99	2		2	1
500 à 999	1		1	
Total	27	8	19	18

Tableau A.8.7 : Evolution de la population du pôle de Villefranche

Communes	1968	1975	1982	1990	1999*
Villefranche	26 320	30 341	28 881	29 542	30 067
Arnas	1 547	2 116	2 336	2 783	3 106
Limas	1 770	3 216	3 463	3 652	4 150
Gleizé	2 787	3 708	6 591	8 317	8 039
Trévoux	4 156	4 584	4 952	6 090	6 392
TOTAL	36 580	43 965	46 223	50 384	51 754

* Résultats provisoires

Tableau A.8.8 : Principales origines des travailleurs venant sur le pôle de Villefranche

Total des emplois de la zone du Pôle de Villefranche	26 594
Actifs résidant et travaillant dans leur commune	9 262
Actifs travaillant dans une autre des 5 communes	5 252
Sous-total intra-pôle	14 514
Principales zones d'origine des Actifs venant sur le pôle de Villefranche	
du Nord : St Georges de Reneins, Belleville, St Etienne des Oullières	813
de l'Ouest : St Julien, Denicé, Lacenas, Liergues, Jarnioux, Cogny, Ville/Jarnioux, Pouilly le Monial	1193
de l'Ain Est : Frans, Jassans-Riottier, Beauregard, Ste Euphémie	1 438
de l'Ain Nord : Montmerle, Fareins, Messimy,	686
de l'Ain Sud : St Didier de Formans, Reyrieux,	355
du Sud : Anse	436
Total de ces flux proches	4 921

Tableau A.8.9 : Répartition des emplois du pôle de Villefranche en 1990 au lieu de travail (source RGP, sondage au ¼)

	Villefranche	Arnas	Limas	Gleizé	Trévoux	Total Pôle	Zone des 45 km
Emplois totaux	17 148	2 632	1 660	2 332	2 792	26 564	841 831
Répartition des emplois en %							
<i>Industrie</i>	28,6	55,0	37,8	15,1	38,0	31,6	26,01
<i>Commerce, hôtel.</i>	24,5	15,0	15,0	13,0	10,7	20,5	17,88
<i>Transports</i>	4,1	6,5	10,8	1,5	1,15	4,3	3,82
<i>Finances +SRE</i>	10,2	1,5	6,0	2,9	7,9	8,2	11,76
<i>Services particuliers et collectifs</i>	27,1	7,6	14,7	51,8	34,1	27,3	30,22

Tableau A.8.10 : Nombre d'établissements non-agricoles (>1) du pôle de Villefranche

Communes	1982	1990	1996
Villefranche	1169	1390	1435
Arnas	81	115	160
Gleizé	75	116	141
Limas	45	70	96
Trévoux	169	178	209
TOTAL Pôle	1 539	1 869	2 041
<i>dont : industrie(2)</i>	<i>276</i>	<i>327</i>	<i>311</i>
<i>SRE (7+8)</i>	<i>292</i>	<i>325</i>	<i>383</i>

Tableau A.8.11 : Les zones d'activité du pôle de Villefranche.

Communes	Zones	Superficie totale (ha)	Prix au m2 en f/H.T.	Superficie disponible (ha)
Villefranche	Zone sud	60		0
	Zone centre	16		0
	Zone artisanale	6		
	Zone nord	77		très peu
	Zone nord-est et portuaire	130		
	Parc de l'échangeur	11,7	200	3
Arnas	Parc d'activité Chavannes	20	150-180	
	L'île Porte		50	à l'étude en projet
Gleizé	Zone artisanale de l'Epçinay	25		
	Zone tertiaire de Romanie	6		
Limas	ZAC du Martelet	12	300	6
Trévoux	Saône-Vallée 2000	18		

Sources: Informations communiquées par la CCIV et la communauté de communes de Saône-Vallée

Tableau A.8.12 : Répartition des établissements enquêtés sur le pôle de Villefranche

	Villefranche	Arnas	Limas	Gleizé	Trévoux	Total pôle
Edition, Imprimerie	2		1			3
Plastique, caoutchouc	2	1				3
Travail des métaux, mécanique	3		1	1	1	6
Fabrication machines, équipements	2	1	1			4
Fabrication composants électriques	0	1			2	3
Activités informatiques	2	1	2			5
recherche et développement	1					1
Activités juridiques, comptables, conseil	4					4
Architecture, ingénierie, études techniques	2			2	1	5
Publicité	2			1		3
Total	20	4	5	4	4	37

Tableau A.8.13 : Les principaux critères cités comme négatifs pour les pôles secondaires

Critères	Total des 153	Saint-Chamond	Villefranche
Aides publiques	43	16	17
Desserte TC	47	12	21
Possibilité extension des locaux	23	9	6
Proximité d'un restaurant	21	5	7
Possibilités de stockage	17	5	5
Proximité d'une banque	13	1	11

Tableau A.8.14 : Les trois critères ayant joué dans la localisation pour les pôles secondaires

Critères cités	Total	% total	Saint-Chamond	Saint-Chamond %	Villefranche	Villefranche %
Coût	70	15,4%	10	9,5%	15	13,5
Proximité axe structurant	68	14,9%	13	12,4%	13	11,7
Proximité clientèle	45	9,9%	9	8,5%	10	9,0
Locaux aménagés	31	6,8%	7	6,6%	12	10,8
Proximité résidence décideur	29	6,4%	9	8,5%	10	9,0
Tissu industriel ou économique	24	5,3%	5	4,7%	4	3,6
Avantages logistiques	23	4,8%	5	4,7%	6	5,4
Possibilité extension locaux	18	3,7%	7	6,6%	5	4,5
Proximité centre secondaire	16	3,5%	5	4,7%	10	9,0
Accessibilité	14	3,1%	5	4,7%		
Rachat ou reprise d'une entreprise	14	3,1%	7	6,6%	3	2,7
Cadre de vie	13	2,9	3		2	2,7
Image ou qualité du site	12	2,6	3		5	4,5
Zone aménagée	10	2,2	2		0	
Au plus près	9	2,0	2		3	2,7
Qualité des locaux	9	2,0	2		4	3,6
Aides publiques	5	1,1	2		1	
Proximité résidence personnel	5	1,1	0		1	
Localisation non choisie	4	0,9	2		1	
Main d'œuvre qualifiée	3	0,7	3		0	

Tableau A.8.15 : Raison principale de la localisation pour les pôles secondaires

Intitulé des raisons	Total R1 /153	%Total R1	Saint-Chamond	Saint-Chamond %	Villefranche	Villefranche %
Coût	24	15,8	7	20,0	5	13,5
Proximité axe structurant	22	14,5	1	2,8	1	2,7
Rachat ou reprise d'une entreprise	14	9,2	7	20,0	3	8,1
Proximité résidence décideur	14	9,2	3	8,6	5	13,5
Proximité clientèle	12	7,9	1	2,8	2	5,4
Proximité centre secondaire	11	7,2	4	11,4	6	16,2
Possibilité extension locaux	8	5,3	4	11,4	3	8,1
Locaux aménagés	8	5,3	2	5,6	4	10,8
Cadre de vie	6	3,9	0		2	5,4
Avantages logistiques	3	2,0	1	2,8	2	5,4
Zone aménagée	3	2,0	2	5,6	0	
Aides publiques	2	1,3	1	2,8	0	
Image ou qualité du site	2	1,3	0		2	5,4
Qualité des locaux	2	1,3	1	2,8	1	2,7
Main d'œuvre qualifiée	1	0,7	1	2,8	0	

Tableau A.8.16 : Evolution de la population des zones composant le pôle Lyonnais

	Vénissieux	Vaulx-en-Velin	Chassieu Genas	Dardilly Ecully	Lyon 3° + 7°	Lyon Total	Communauté urbaine
1968	47 532	20 726	5 695	11 870	150 600	524 600	1 048 800
1975	74 334	37 866	8 309	20 542	131 228	454 366	1 119 000
1982	64 795	44 160	12 353	22 451	117 224	410 547	1 106 055
1990	60 444	44 174	17 814	25 040	124 138	415 487	1 134 687
1999	56 047	39 158	N.R.*	25 505	N.R.	445 263	1 164 733

* Données 1999 non encore disponibles pour Genas et pour les arrondissements de Lyon

Tableau A.8.17 : Principales communes origine de migrations alternantes vers les pôles principalement industriels (RGP 1990)

Commune d'origine	Destination Chassieu	Destination Genas	Destination Vaulx-en-Velin	Destination Vénissieux
Total des emplois en 1990	8 584	4 848	16 744	30 304
271 Chassieu	1 046	146	144	114
277 Genas	255	996	182	126
256 Vaulx-en-Velin	324	148	5 171	499
259 Vénissieux	228	128	404	8 475
266 Villeurbanne	686	247	1 791	1 220
029 Bron	485	197	560	635
275 Décines	313	128	919	261
282 Meyzieu	353	224	725	292
290 Saint Priest	444	373	304	1766
<i>Sous-Total</i>	<i>4 134</i>	<i>2 587</i>	<i>10 200</i>	<i>13 388</i>
Lyon tous arrondissements	1 264	523	2 306	4 726
<i>% Lyon / Total des emplois</i>	<i>14,7</i>	<i>10,8</i>	<i>13,8</i>	<i>15,6</i>
TOTAL des origines ci-dessus	5 398	3 110	12 506	18 114
% / total des emplois	62,7%	64,1%	74,7%	59,8%

Tableau A.8.18 : Principales communes origine de migrations alternantes vers la zone principalement tertiaire d'Ecully/Dardilly (RGP 1990)

Commune d'origine	Destination Ecully	Destination Dardilly
Total des emplois	7 864	5 812
072 Dardilly	171	874
081 Ecully	1 956	270
040 Champagne	104	82
116 Limonest	28	50
250 La Tour de Salvagny	63	45
244 Tassin la demi-lune	263	144
202 Sainte Foy-lès-Lyon	148	84
034 Caluire	134	150
089 Fontaines-sur-Saône	125	48
266 Villeurbanne	232	191
<i>Sous-total</i>	<i>3 224</i>	<i>1 938</i>
<i>Lyon tous arrondissements</i>	<i>1 876</i>	<i>1 292</i>
<i>% Lyon/Total des emplois</i>	<i>23,8 %</i>	<i>22,2 %</i>
Total des origines ci-dessus	5.100	3 230
% /Total des emplois	64,5 %	55,5%

Tableau A.8.19 : Répartition des emplois selon les secteurs d'activité en 1990 (source RGP, sondage au ¼)

	Vénissieux	Vaulx en Velin	Chassieu/Genas	Dardilly Ecully	Lyon 3° et 7°	Lyon commune	Grand Lyon
Emplois totaux	30 304	16 744	13 432	13 676	108 736	260 045	555 194
Répartition des emplois en %							
<i>Industrie</i>	<i>42,8</i>	<i>28,4</i>	<i>37,3</i>	<i>19,4</i>	<i>15,2</i>	<i>14,2</i>	<i>22,6</i>
<i>Commerce, hôtel.</i>	<i>19,6</i>	<i>25,6</i>	<i>18,6</i>	<i>27,8</i>	<i>17,0</i>	<i>18,3</i>	<i>18,6</i>
<i>Transports</i>	<i>5,2</i>	<i>4,9</i>	<i>4,2</i>	<i>0,5</i>	<i>4,5</i>	<i>4,1</i>	<i>3,8</i>
<i>Finances +SRE</i>	<i>5,7</i>	<i>6,6</i>	<i>13,7</i>	<i>20,0</i>	<i>18,2</i>	<i>19,3</i>	<i>14,8</i>
<i>Services</i>	<i>21,5</i>	<i>22,2</i>	<i>12,5</i>	<i>26,8</i>	<i>38,5</i>	<i>38,7</i>	<i>33,0</i>
<i>Particuliers et collectifs</i>							

Tableau A.8.20 : Nombre d'établissements non agricoles >1

	1982	1990	1996
Vénissieux	786	1142	1224
Vaulx en Velin	692	1035	1076
Chassieu Genas	375	709	935
Dardilly Ecully	455	770	928
Lyon 3° 7°	5 760	6 988	6 885
Lyon Commune	17 932	20 560	19 916

Tableau A.8.21 : Les établissements industriels et tertiaires et leur évolution

	Industrie(2)			Tertiaire (7+8)		
	1982	1990	1996	1982	1990	1996
Vénissieux	135	229	213	88	142	180
Vaulx en Velin	200	289	270	56	88	118
Chassieu/Genas	97	218	248	39	79	120
Dardilly/Ecully	56	107	86	93	207	301
Lyon 3° 7°	1 042	950	680	1 033	1 867	2 121

Tableau A.8.22 : Les Zones d'activité sur Vaulx-en-Velin et Vénissieux

	Nombre d'entreprises	Superficie* en hectares	Superficie disponible
Les zones de Vaulx-en-Velin			
ZA la Soie :	42	25	3,9
ZI Roosevelt	21	38	
ZA La côte		49	
ZI Ouest	34	17	
ZA La Rize	33		
ZI Est	204	70	
Les Zones de Vénissieux			
ZAC de l'Arsenal	52	10	108 ha
Parc République Carnot	30	(2)	
Parc République	20	(1,5)	
Parc Club du moulin à vent	98	10	
Parc d'activités de Pressensé	16	(1)	
Parc d'activités du génie	80		
Z.I. De Vénissieux/Corbas/Saint-Priest	200	(Total = 250)	
Zone occupée par RVI			

Source * Superficies totales communiquées par le service économique de Vaulx-en-Velin et de Vénissieux.
Actiguide le guide des Z.I. de la région de Lyon

Tableau A.8.23 : Les zones d'activité des 5 communes du pôle technologique de l'Ouest lyonnais

Commune	Zone d'activité	Superficie totale	Superficie disponible
Ecully	Technoparc Moulin berger	4	1
	Pôle d'enseignement et de recherche	35	
Dardilly	Parc d'affaires	130	
	Parc du Paisy	6	0,7
	Les Bruyères Sud	3,7	
Limonest	Parc d'activités Sans-souci	43	2,8
	Les Tuileries	3	0,3
Champagne au Mont-d'or	Parc industriel	2,5	
La Tour de Salvagny	Parc d'activités	10,8	4,6
	Zone d'activités de la Poterie	17	11

Tableau A.8.24 : Répartition des établissements enquêtés par moteur et par zone

		Vénissieux	Vaulx-en-Velin	Chassieu Genas	Dardilly Ecully	Lyon 3° 7°	Total
1	Edition, imprimerie	3	1	1	0	5	10
2	Plastique , caoutchouc	0	0	1	0	0	1
3	Travail des métaux, mécanique	2	3	7	2	0	14
4	Fabrication machines.	2	1	4	1	0	8
5	Fabric. composants électriques	6	3	3	1	0	13
	Moteurs industriels Total	13	8	16	4	5	46
6	Activités Informatiques	2	0	0	3	5	10
7	Recherche et développement	0	0	0	1	3	4
8	Activités juridiques comptables et conseils de gestion	0	0	0	3	4	7
9	Architecte, ingénierie	1	1	1	5	5	13
10	Publicité	0	0	0	0	1	1
	Moteurs tertiaires Total	3	1	1	12	18	35
	Total	16	9	17	16	23	81

Tableau A.8.25 : Répartition des établissements enquêtés par secteur par pôle et par effectif

	Vénissieux		Vaux en Velin		Chassieu Genas		Dardilly Ecully		Lyon 3° 7°		Total
	indus-trie	tertiaire	indus-trie	tertiaire	indus-trie	tertiaire	indus-trie	tertiaire	indus-trie	tertiaire	
1 ou 2 salariés		1	1					1		2	5
3 à 5 salariés	4	1	2		1			6	2	8	24
6 à 9	2	1		1	6	1		2	2	2	17
10 à 19	3		4		4		2	2	1	2	18
20 à 49	3		1		2		2	1		4	13
50 à 99	1				1						2
100 à 200					2						2
Total	13	3	8	1	16	1	4	12	5	18	81

Tableau A.8.26 : Les établissements délocalisés

Zone	Effectif total	délocalisés	non-délocalisés
Chassieu/Genas	17	11	6
Vénissieux	16	11	5
Vaulx-en-Velin	9	6	3
Dardilly/Ecully	16	11	5
Lyon	23	17	6

Tableau A.8.27 : Les établissements mono-établissements ou appartenant à des entreprises multiétablissements

Zone	Effectif total	Mono-établissements	Multi-établissements
Chassieu/Genas	17	11	6
Vénissieux	16	11	5
Vaulx-en-Velin	9	6	3
Dardilly/Ecully	16	12	4
Lyon	23	14	9

Tableau A.8.28 : Ensemble des trois critères ayant joué dans la localisation des pôles lyonnais à dominante industrielle

Critères	Total des enquêtes		Les trois pôles		Vénissieux	Vaulx-en-Velin	Chassieu/Genas
	Nbre/459	%	Nbre/126	%			
					48	27	51
Coût	70	15,4	28	22,2	13	4	11
Proximité d'axe structurant	68	14,9	26	20,6	7	7	12
Proximité de la clientèle	45	10	16	12,7	7	5	4
Tissu industriel/économique	24	5,3	10	7,9	0	4	6
Avantages logistiques	23	4,8	7	5,5	2	1	4
Zone aménagée	10	2,2	7	5,5	3	2	2
Locaux aménagés	31	6,8	6	4,7	0	2	4
Possibilités d'extension	18	3,7	4	3,1	2	1	1
Cadre de vie	13	2,9	4	3,1	2	2	0
Proximité du centre de Lyon	11	2,4	4	3,1	3	0	1

Tableau A.8.29 : Raison principale de la localisation des pôles lyonnais à dominante industrielle

Critères	Total des enquêtes		Les trois pôles		Vénissieux	Vaulx-en-Velin	Chassieu/Genas
	Nbre/153	%	Nbre/42	%			
					16	9	17
Proximité d'axe structurant	22	14,5	15	35,7	3	3	9
Coût	24	15,8	9	21,4	5	3	1
Proximité de la clientèle	12	7,9	4	9,5	0	2	2
Proximité de la résidence du décideur	14	9,2	2	4,7	2	0	0
Au plus près	4	2,6	2	4,7	2	0	0
Tissu industriel et économique	4	2,6	2	4,7	0	0	2
Restructuration, concentration	3	2,0	2	4,7	0	0	2

Tableau A.8.30 : Les principaux critères cités comme négatifs pour les pôles à dominante industrielle

Critères	Total des enquêtes		Les trois pôles Total		Vénissieux	Vaulx-en-Velin	Chassieu/Genas
	Nbre/153	%	Nbre/42	%	16	9	17
Proximité d'un restaurant	21	14	13	31	7	0	6
Desserte T.C.	47	31	11	26	3	1	7
Taux de taxe professionnelle	16	10	11	26	6	2	3
Existence d'aides publique	43	28	7	17	4	2	1
Possibilité de stockage	17	11	7	17	2	0	5
Proximité des fournisseurs	18	12	6	14	0	0	6
Possibilités d'extension	23	15	5	14	3	1	1

Tableau A.8.31 : Ensemble des trois critères ayant joué dans la localisation des pôles lyonnais à dominante tertiaire

Critères	Total des enquêtes		Ecully/Dardilly	Lyon 3° et 7°
	Nbre=459	%	Nbre=48	Nbre/69
Coût	70	15,4	6	11
Proximité d'axe structurant	68	14,9	10	6
Proximité de la clientèle	45	10	3	7
Proximité du T.G.V.	11	24	1	10
Proximité de la résidence du décideur	29	64	6	1
Proximité du centre de Lyon	11	24	0	7
Locaux aménagés	31	6,8	2	4
Cadre de vie	13	2,9	6	0
Tissu industriel ou économique	24	5,3	0	5
Avantages logistiques	23	4,8	4	1
Accessibilité	14	31	2	3

Tableau A.8.32 : Le critère principal de localisation des pôles lyonnais à dominante tertiaire

Critères	Total des enquêtes		Ecully/Dardilly	Lyon 3° et 7°
	Nbre/153	%	Nbre/16	Nbre/23
Proximité d'axe structurant	22	145	2	3
Proximité de la clientèle	12	79	2	3
Proximité du T.G.V.	4	26		4
Proximité de la résidence du décideur	14	92	3	1
Proximité du centre de Lyon	4	26	0	4
Cadre de vie	6	39	4	0
Coût	24	158	1	2
Rachat ou reprise d'une entreprise	14	92	2	1

